

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 62

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### ENTRE COQUINS.

*Une médaille olympique est-elle un gage d'impunité ? Pour Chirac, qui pour sa part n'en est plus à une casserole près, la réponse est « oui » s'il s'agit d'un ami. Même Debré en rougit de honte... Ainsi, il sera dit qu'en cette calamiteuse dernière année de mandat, le chef de l'Etat aura gracié un homme politique reconnu coupable d'avoir occupé un emploi fictif pendant des années, tandis que les tribunaux condamnaient à des peines de prison ferme des jeunes arrêtés lors des débordements qui ont eu lieu en marge des manifestations syndicales contre le CPE. Deux poids, deux mesures, rien d'étonnant à ce que l'Etat perde son autorité dans les banlieues.*

### UNE ANNEE DE VILLEPINADES.

*Galouzeau est à Matignon depuis un an et il faut reconnaître que son bilan est impressionnant. Les privatisations ? Comme s'il en pleuvait, et concernant des entreprises très rentables, comme les autoroutes ou Gaz de France, vendu à Suez malgré les engagements pris par l'Etat de contrôler 70% de son capital. Le code du travail ? Un vrai panier percé, avec les CNE, l'apprentissage à 14 ans, et les CPE si la mobilisation sociale n'y avait pas mis le holà. Raff' et Vill', les deux premiers ministres du second mandat de Chirac, ont bien mérité du grand capital.*

### FLAMBEE DU PRIX DU KWH.

*Une étude du cabinet d'experts Nus Consulting révèle que la dérégulation du marché de l'électricité fournie aux industriels - en vigueur depuis 2000 - s'est traduite, entre avril 2005 et avril 2006 dans l'Hexagone, par une augmentation de 48% des kWh facturés aux entreprises. La France enregistre la plus forte hausse en Europe, où tous les pays, à l'exception de l'Allemagne, subissent une augmentation à deux chiffres. Le 1er juillet 2007, conformément à une directive de l'UE, le marché sera ouvert aux particuliers. Voilà les usagers prévenus : ils devront bientôt payer l'électricité au prix fort.*

**ENFANTS DE ROUMANIE. L'ONG** américaine Mental Disability Rights International dénonce les violations des droits de l'enfant dont sont victimes de jeunes handicapés mentaux de Roumanie placés en institutions. Enfants attachés aux barreaux de leurs lits, mal nourris, couverts d'ecchymoses et de blessures, tel est le sort réservé à ces malheureux. Le scandale a lieu dans la Roumanie débarrassée de Ceausescu, et sur le point d'entrer dans l'Union Européenne. Que fait Bruxelles ?

## EDITO: IL Y A 70 ANS, LE FRONT POPULAIRE

C'était au temps où « la gauche essayait », pour reprendre l'expression de Serge Halimi. De fait, aussi court que fût son maintien au gouvernement (à peine deux ans), le Front Populaire constitue l'expérience fondatrice de l'exercice du pouvoir par la gauche française. Avec son ombre et sa lumière, laquelle continue à projeter de l'espoir, 70 ans après.

Au commencement étaient... les revirements. Face à la montée du fascisme en France, les trois partis qui structuraient la gauche changent leur fusil d'épaule. Les radicaux abjurent leur anticommunisme et acceptent l'alliance avec le PC. Les socialistes, suivant le distinguo de Léon Blum entre « conquête du pouvoir » et « occupation du pouvoir », envisagent pour la première fois d'exercer les charges gouvernementales. Quant au PC, il enterre la ligne suicidaire dite « classe contre classe » qui consistait notamment à refuser toute entente avec la SFIO « social-fasciste », pour se faire le chantre de l'unité de la gauche.

Mais bien plus que l'évolution des partis, c'est la formidable mobilisation populaire consécutive à la victoire électorale du 3 mai 1936 qui a laissé une trace profonde dans notre mémoire collective, et permis d'obtenir des avancées sociales historiques. En quelques semaines, les travailleurs de 12 000 entreprises se mettent en grève, et en occupent 9 000. Le mouvement porte ses fruits : semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives, droits syndicaux. Par la suite, le Parlement vote la prolongation de la scolarité, la création de l'Office du blé et les premières nationalisations. Politique de gauche, sans nul doute, mais qui va hélas achopper sur la guerre civile espagnole et le débat sur le soutien au camp républicain.

Nous sommes toujours les fils et filles de 36. Parce que les conquêtes du Front Populaire ont fondé notre modèle social, mais aussi parce que les leçons de cette expérience nous parlent encore. Nous en énoncerons les principales.

Historiquement formée de plusieurs composantes, la gauche ne peut vaincre que si elle fait front. En plus de ses organisations, elle doit être capable de se doter d'une structure d'ensemble, unitaire, suffisamment souple pour permettre la libre expression de chaque formation, mais cohérente grâce à l'adoption d'un programme commun.

Cette articulation en front politique est incompatible avec la personnalisation du pouvoir, telle qu'elle est instituée par la Vème République. Blum était le premier parmi les ministres, et non un monarque élyséen.

Suite page 2

Pas de changement en profondeur sans mobilisation populaire. A contrario, l'absence de celle-ci après 1981 et 1995 explique que les avancées aient été alors moins significatives, voire que le cours politique suivi par les gouvernements ait été contraire aux aspirations populaires.

Pas de soutien durable sans démocratisation des institutions, afin d'associer le plus grand nombre de citoyens au débat, à la prise de décisions et au contrôle de l'exercice du pouvoir. Le Front Populaire n'a pas eu le temps de s'y atteler ; ni Mitterrand ni Jospin n'ont manifesté l'intention de le faire.

En 1936 aussi, il existait des « contraintes extérieures » (la Grande Dépression déclenchée par le krach de 1929). Mais il existait également des marges de manœuvre, qui ont permis de réaliser des transformations fondamentales. Tout n'est pas possible, contrairement au mot d'ordre de Marceau Pivert, mais il est possible d'avancer pour construire

une République sociale tant que la mobilisation unitaire fournit l'énergie nécessaire au changement. Aujourd'hui aussi, la gauche pourrait mettre à profit des marges de manœuvre, même si elles sont de nature différentes de celles de 1936, pour appliquer une politique alternative au néo-libéralisme.

Le front de gauche doit s'articuler avec un front international, car les grandes questions politiques ne trouvent, en dernière instance, leur réponse que sur la scène mondiale. A contrario, la non intervention en Espagne s'est finalement soldée par la défaite des Fronts Populaires des deux côtés des Pyrénées.

Fondre les valeurs républicaines et celles du mouvement ouvrier en une seule dynamique : tel fut l'élan de 1936. C'est ce socialisme républicain que nous nous efforçons de réinventer, pour retrouver le chemin de l'unité de la gauche, mais d'une gauche transformatrice et populaire.

**HUMEURS. « ON EN APPREND DE BELLES CES JOURS-CI ! ». Dans l'édition du 25 mai de Politis, Denis Sieffert commente une étude réalisée auprès d'investisseurs étrangers et qui révèle l'« attractivité » de la France. Extraits.**

Ainsi donc, la France serait le pays le plus attractif d'Europe pour des investisseurs désireux d'implanter leur entreprise en terres étrangères ! Et, à l'échelle planétaire, elle ne serait guère devancée que par Singapour et le Canada. Ce n'est pas Attac qui le dit, ni le parti communiste, mais un cabinet d'audit américain dont le nom ressemble à un message codé du général Rondot : « KPMG ».

Selon cette étude, forcément très sérieuse, menée dans 128 villes et neuf pays d'Amérique du Nord, d'Europe et de la région Asie-Pacifique, la France devance les Pays-Bas et l'Italie. Elle est loin devant le Royaume Uni et les Etats-Unis, tandis que le Japon et l'Allemagne ferme la marche.(...) Cette étude contredit un discours ressassé par les journalistes et les économistes libéraux. En effet, qu'apprend-on en entrant dans le détail du document de KPMG ? Que les atouts de la France sont « des coûts plus faibles dans le domaine de l'énergie, des transports, des prix de revient du foncier », et même, tenez-vous bien, « des coûts salariaux réels, charges sociales comprises ». C'est à n'en plus croire son Jean-Marc Sylvestre !

Tout au long de l'année, un cortège de commentateurs et d'experts se multiplie dans les médias pour nous mettre en garde contre un coût du travail trop élevé qui plomberait l'économie française, une insuffisante flexibilité qui serait le cauchemar des investisseurs, et un temps de travail hebdomadaire qui ferait du salarié français le plus irrécupérable des flemmards. A les entendre, il serait urgent de précariser le travail, de supprimer les

minima sociaux, de réduire les charges patronales et d'augmenter les horaires. Les mêmes, généralement, se verraient bien aussi en fossoyeurs des services publics : trop chers et pas assez rentables, nous dit-on. Or on découvre ici que les infrastructures, les moyens de transport, qui répondent encore chez nous à des critères de services publics, comptent au contraire parmi les meilleurs arguments de la France.

La surprise est d'autant plus grande que les exemples que l'on nous cite ordinairement pour faire rougir le smicard français de jouir de ses privilèges viennent des pays anglo-saxons. Combien de reportages n'a-t-on pas vu sur la « fuite des cerveaux français » vers l'Angleterre ? Or nous apprenons aujourd'hui qu'un nombre à peu près équivalent de jeunes Britanniques traversent le Channel en sens inverse pour venir travailler en France.

Cette étude peu suspecte a priori de vouloir chanter les louanges du système social français a au moins une vertu : elle nous invite à résister à une propagande qui, à force de répétitions, vise à convaincre l'opinion que l'économie française n'est pas compétitive, que le coût du travail est trop élevé, que les salariés et les jeunes sont trop frondeurs, et les grèves trop nombreuses. Un an après le référendum du 29 mai 2005, ce hit-parade de l'attractivité vient aussi confirmer que défendre une certaine conception des services publics et une économie qui ne sacrifie pas tout à la « concurrence libre et non faussée » n'a pas été contre-productif. (...)